



FOBERD GABON

UN ACTEUR DE L'INDUSTRIALISATION ET DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le groupe Foberd est un ensemble d'entreprises exerçant dans l'industrie et les services afférents. Dans ce domaine, le groupe Foberd est un des principaux pourvoyeurs de marchandises et de produits vendus par le réseau de distribution.

P. 4-6

Sikka

GABON MEET & ASSIST

A L'AÉROPORT DE LIBREVILLE
FINI L'ATTENTE DES BAGAGES
SIKKA LES RÉCUPÈRE
 ET VOUS LES LIVRE À DOMICILE.
 APPELÉZ-NOUS, ON S'OCCUPE DE TOUT !



+241 76 38 00 00 / +241 76 38 00 01
 contact@sikka-meet-assist.com
 www.sikka-meet-assist.com

Interview

Herbeland Mayombo

Conseiller stratégique du groupe Foberd Gabon

Essentiels



VIVO Energy Gabon, Distributeur des marques Shell et Engen au Gabon

Depuis décembre 2011, Vivo Energy distribue et commercialise les carburants et lubrifiants Shell et Engen auprès des particuliers et des professionnels. Présent dans 23 pays d'Afrique, le groupe Vivo Energy gère plus de 2 000 stations...



ARTF : Quels sont ses origines, ses droits et ses missions ?

L'Autorité de régulation des transports ferroviaires, ou ARTF, est une autorité administrative indépendante



Assemblée générale ordinaire d'Ecobank Gabon

Le conseil d'administration d'Ecobank Gabon a réuni ses actionnaires en date du 08 avril 2022 pour son assemblée générale ordinaire annuelle...



- ✓ **Affrètements aériens, vols à la demande**
charter and on-demand flights
- ✓ **Location**
Aircraft leasing
- ✓ **Achat et vente d'avions**
Aircraft sales and purchase







VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aero partner with a global presence :
 United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
 Email : contact@vms.aero
 Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02

Moov
Africa

Gabon Telecom

Moov Money, c'est simplement mieux

PÖmZ

crédit

X5

/// Tapez *555#, bénéficiez du **crédit x5** avec Moov Money. Crédit utilisable pour les appels vers les autres réseaux nationaux et internationaux, l'internet et le sms. Offre valable jusqu'au **30 juin**. ///

Édito

L'INDUSTRIE LOCALE SE DÉVELOPPE

De nombreux accords de libéralisation des échanges ont été signés entre des pays dont le développement est jugé inégal du fait de leur implantation géographique, de la nature des transports, de la qualité des infrastructures et en fonction des exonérations offertes par les autorités aux opérateurs ou d'autres critères de cet ordre. Pourtant, il arrive fréquemment que ces textes ne soient pas réellement transposés dans les faits. C'est pourquoi tout le monde attend impatientement les effets de la mise en œuvre de la Zlecaf (zone de libre-échange continentale africaine). Son opérationnalisation n'est pas démonstrative aujourd'hui. Il est vrai que la concurrence et la différence de taille des marchés sont conséquentes. Le groupe Foberd, qui s'investit dans l'industrie Gabon depuis plus de vingt ans, l'a bien compris et s'investit pour diversifier ses activités. Il se développe dans des domaines variés et contribue ainsi au développement du PAT (Plan d'accélération de la transformation).

Dans ce même cadre, mais à l'échelle nationale, les structures installées au Gabon produisent des résultats efficaces. Pour exemple, l'ARTF (Autorité de régulation des transports ferroviaires), organisme plutôt méconnu, est chargée de la supervision du transport de produits, principalement miniers, correspondant à 52 % du PIB. Quelques informations intéressantes vous sont livrées dans ce numéro et seront approfondies dans notre numéro de septembre. Vous aurez d'ailleurs certainement noté que plusieurs de nos éditions ont mis le PAT à l'honneur.

Il faut dire que ce plan porte ses fruits et, à la lecture des bilans de différentes banques installées dans le pays, vous pourrez noter que les marchés se portent bien. Ces établissements affichent des résultats positifs, tant à l'échelle nationale que panafricaine.

Par ailleurs, vous lirez avec quelle ardeur Vivo Energy, distributeur de produits pétroliers, notamment sous la marque Engen, lance sa campagne de vente de lubrifiants Shell sur le marché gabonais. Ce pétrolier, qui a quitté le pays il y a 14 ans, revient avec force et détermination au Gabon.

Enfin, il m'a semblé que l'évaluation faite par Madame Christine Lagarde vis-à-vis des cryptomonnaies était un sujet très intéressant.

Pour conclure, je vous invite également à découvrir le rapport sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne présenté par Monsieur Agou Gomez, représentant résident du FMI au Gabon.

Bonne lecture

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



Sommaire



FMI : AGOU GOMEZ GBEDIA PRÉSENTE LE RAPPORT SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La guerre en Ukraine vient perturber la reprise économique prometteuse de la région. L'activité économique a connu un regain inattendu l'année dernière, ce qui a fait passer les prévisions de croissance de 3,7 % à 4,5 %.

P.11

LA SETRAG S'INVESTIT DANS LA DÉFENSE DES DROITS DE LA FEMME ET DE LA PARITÉ

En phase avec l'objectif de la feuille de route RSE 2018-2023 du groupe Eramet, la Setrag a décidé de s'assurer de sa conformité aux exigences du groupe en matière de droits de la personne, notamment en contribuant à la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre (VBG)



P.12



LE TERMINAL À CONTENEURS D'OWENDO REÇOIT LE LABEL « GREEN TERMINAL »

Owendo Container Terminal (OCT), opérateur du terminal à conteneurs du port d'Owendo, a obtenu le label Green Terminal (terminal vert) le 4 mai 2022.

P.12

BGFI HOLDING : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE S'EST TENUE LE 25 MAI À LIBREVILLE, SOUS LA PRÉSIDENTIE DE SON PDG HENRI-CLAUDE OYIMA

Les actionnaires de BGFI Holding Corporation se sont réunis sur convocation du conseil d'administration en vue de statuer sur la clôture des comptes au 31 décembre 2021.



P.14



DETTES GABONAISES : AU PREMIER SEMESTRE 2021, LE NIVEAU DE LA DETTE PUBLIQUE EN PASSE DE DÉCLINER PROGRESSIVEMENT

Le FMI note qu'après avoir atteint 77,4 % du PIB en 2020 compte tenu de la chute de l'activité, la dette publique gabonaise retrouverait son niveau pré-crise dès 2021, à 74,7 %, avant de décliner progressivement à 56,7 % d'ici 2026...

P.14

INTERVIEW DE MONSIEUR HERBELAND MAYOMBO,
CONSEILLER STRATÉGIQUE DU GROUPE FOBERD GABON

FOBERD GABON, UN ACTEUR DE L'INDUSTRIALISATION ET DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE



Siège et show room du Groupe Foberd Gabon à Oloumi

Le groupe Foberd est un ensemble d'entreprises exerçant dans l'industrie et les services afférents. Dans ce domaine, il est l'un des principaux pourvoyeurs de marchandises et de produits vendus par réseau de distribution. Au Gabon, il convient de rappeler que Foberd constitue l'un des poumons essentiels de l'activité économique du pays. Il est présent par le biais des différentes sociétés qui le forment, actives dans plusieurs secteurs économiques. Comme vous le savez, The Coca-Cola Company a annoncé récemment son partenariat avec le groupe Foberd Gabon pour l'embouteillage de ses boissons gazeuses : Coca-Cola, Sprite, Fanta et Schweppes. Cette activité sera assurée par la société Sofavin à compter du 1^{er} juillet. Nous y reviendrons.

Par Anne-Marie Jobin

PARCOURS MONSIEUR HERBELAND MAYOMBO

Diplômé de l'Institut supérieur des sciences économiques et commerciales et titulaire d'un master 2 en gestion des ressources humaines, Herbeland MAYOMBO intègre le groupe Foberd Gabon en 2015 au poste d'assistant des ressources humaines, en 2017 il va à Sogamatec, une entité du groupe comme Responsable ressources humaine avant de revenir en 2018 au sein de Foberd en qualité de Chef de Groupe Ressources Humaines. En 2020, il entre aux Acières du Gabon toujours en qualité de Chef de Groupe Ressources Humaines, en 2021 il fait ses débuts dans la gestion de certains projets du Groupe, puis intègre la Direction Générale en 2022, en qualité d'assistant administratif auprès du Directeur Général du groupe Foberd. Herbeland MAYOMBO, 36 ans, est à présent conseiller stratégique du Directeur Général du groupe Foberd Gabon. Il accompagne le DG dans la conduite des projets présentés et ceux à venir. Il représente également la société auprès des administrations publiques.

EE Il y a 23 ans, lorsque le groupe Foberd s'est installé au Gabon pour y créer des sociétés de droit gabonais, quels ont été vos premiers investissements ?

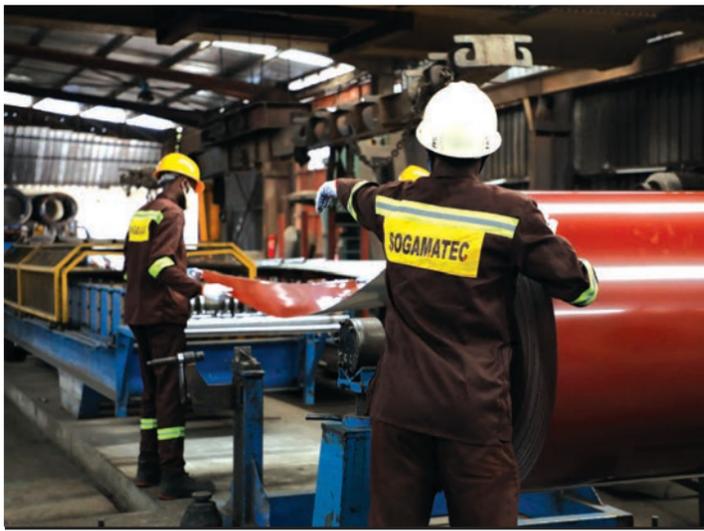
Nous avons d'abord investi dans l'import et la distribution des matériaux de construction qui connaissent déjà une forte demande à l'époque. En 2005, nous avons franchi un cap avec notre première industrie baptisée Sogamatec (Société gabonaise de matériaux de construction) basée à Owendo. Sogamatec emploie 135 personnes et produit des matériaux en polyéthylène, des tôles, des pointes, des fils



●●● Herbeland Mayombo, conseiller stratégique du groupe Foberd

d'attache, des sachets biodégradables, des sceaux plastiques, des produits injectés et extrudés comme des gaines d'électricité et des tuyaux en PVC de grand diamètre. Nous sommes aujourd'hui les seuls au Gabon à fabriquer les PVC

de plus de 350 mm de diamètre réservés aux professionnels du BTP. L'ensemble de la production de Sogamatec est destiné au marché national et les processus de fabrication respectent les normes en vigueur.



●●● Sogamatec

EE L'industrie sidérurgique est installée à Nkok et baptisée « Les aciéries du Gabon ». Quelle surface occupe-t-elle ? Combien de tonnes de produits ferreux produit-elle chaque année ? En pourcentage, à qui cette production est-elle vendue (à l'exportation et à l'intérieur du pays) et à quelles fins ?

L'usine des Aciéries du Gabon s'étend sur une superficie de neuf hectares et compte 220 emplois directs. Nous avons une capacité de production de 70 000 tonnes/an de barres à verrous pour l'armature de béton, 10 000 tonnes/an de tubes acier soudés et 1 000 tonnes/an de tôles acier. Ces productions sont destinées essentiellement au marché national et à l'export. Les produits des Aciéries du Gabon sont certifiés conformément aux normes de fabrication exigées par l'Aganor. L'usine est également certifiée Standards Quality Management System QMS ISO-9001-2015, Environnement Management System EMS ISO 14001-2015 et Occupational Health and Safety ISO 45001 pour son système de management.



●●● Les aciéries du Gabon



EE Nous ne savons pas grand-chose de l'unité de production de gaz industriel et médical, elle aussi installée au sein de la zone de Nkok. Merci de nous en dévoiler le fonctionnement et les résultats.

C'est en 2016 que nous avons commencé nos activités dans ce secteur. Depuis, nous produisons de l'oxygène industriel et médical, de l'acétylène industriel, de l'azote, de l'argon et d'autres gaz comme le propane. Pendant la pandémie de covid-19, nous sommes restés très actifs, notamment pour l'approvisionnement de l'oxygène médical dans les différentes structures médicales du pays, ce qui a évité certaines ruptures et permis la prise en charge rapide des personnes malades dans les salles de réanimation. En dehors de ce marché, nous servons de l'azote aux usines alimentaires et du gaz aux industries pétrolières de Port-Gentil et minières de Franceville. Notre service commercial à Port-Gentil détient un portefeuille de clients demandeurs de cette matière, notamment les chaudronniers.



EE Le groupe Foberd Gabon s'est également lancé dans la logistique de transport. Qu'avez-vous à dire au sujet de cette activité ?



●●● Sotrasgab

Dans le but de renforcer les activités des différentes entreprises du Groupe et de répondre aux besoins logistiques sur le marché, nous avons créé en 2012 la Sotrasgab dans le domaine de la logistique portuaire, à savoir l'aconage, le transit, la consignation, la manutention, l'entreposage et le transport. Pour mener à bien ses activités, cette entreprise dispose de deux sites d'une superficie globale de près de 5 hectares dans la commune d'Owendo.

EE Le groupe Foberd a investi plus de 7 milliards de F CFA dans votre minoterie installée dans la zone d'Owendo. Sachant que vous êtes deux industriels à fournir de la farine et que les besoins estimés du pays se situent entre 110 et 120 000 tonnes/an, est-ce suffisant ? Quelle part du marché gérez-vous ?



●●● Complexe agro-industriel

Le Complexe agro-industriel du Gabon (CAIG) génère environ 20 % des besoins en farine et le Gabon est autosuffisant en termes de consommation nationale. Cependant, une problématique qui touche le monde entier aujourd'hui doit être prise en compte : la flambée des cours et l'approvisionnement en blé. Nous en ressentons les prémices depuis l'an dernier à cause de l'augmentation significative du prix d'achat de la matière première. À ce problème conjoncturel s'ajoutent la guerre en Ukraine et ses conséquences directes sur les approvisionnements et la logistique.

EE Dans cette même unité, vous embouteillez des boissons et fournissez des denrées alimentaires. En quelle quantité ? Ces produits sont-ils, tout ou partie, exportés ?



●●● Sofavin

Effectivement, nous produisons des produits alimentaires tels que des biscuits, 90 tonnes/mois, de la pâte à tartiner, 120 tonnes/mois, de la mayonnaise, 400 tonnes/mois, et bientôt de la margarine cristallisée. La capacité de cette nouvelle unité, une fois opérationnelle, sera de 300 tonnes/mois. Notre réseau de distribution est disséminé dans de nombreux points de Libreville et dans toutes les provinces. Mais nous vendons également aux grands groupes et enseignes de distribution, notamment Carrefour, Cecagadis, Casino. Non loin

Notre capacité est de 16 000 bouteilles de 50 cl/h, soit 8 000 litres/h, et la capacité de production va doubler dans les mois à venir avec l'extension du site de production.

de cette usine, nous produisons également des boissons au sein d'une société appelée Sofavin Gabon. Cette usine industrielle répond aux normes internationales. Elle est équipée de matériels ultramodernes de dernière génération. Elle nous permet d'approvisionner le marché domestique gabonais et les marchés de la sous-région. Nous y produisons des vins issus de fermentation, travaillés de différentes façons pour les sélectionner avant de les embouteiller dans des conditionnements variés : en tétrapack, en verre ou dans des dames-jeannes.

Par ailleurs, et dans la même entité, nous sommes producteurs et dépositaires de la marque de jus fruits Fruitas, vendus en tétrapack. Nous fabriquons également des jus gazeux, des sodas sous la marque allemande Sinalco. Notre capacité est de 16 000 bouteilles de 50 cl/h, soit 8 000 litres/h, et la capacité de production va doubler dans les mois à venir avec l'extension du site de production.

EE Vous avez investi depuis peu dans le traitement des déchets pour répondre à une demande importante et pressante. De quoi s'agit-il ? De quels déchets ? Avec qui travaillez-vous ?

Cette unité de traitement des déchets utilise deux processus : le premier consiste à traiter les eaux usées que nous collectons chez les industriels, chez les garagistes, au port dans les bateaux. Le second concerne les huiles usées. Nous les traitons et obtenons des viscosités différentes répondant aux besoins de certaines usines. Nous fournissons ces lubrifiants recyclés notamment dans la zone économique spéciale de Nkok, aux industries sidérurgiques et du bois qui les utilisent pour leurs tours et chaudières.

Nous sommes référencés ISO pour les Aciéries du Gabon, pour le complexe agro-industriel et Sofavin.



●●● Usine d'insinération des déchets



●●● GIM Gabon

Nous possédons et nous gérons également un incinérateur d'une capacité de 1/2 tonne/h. Il nous permet d'incinérer les déchets industriels et médicaux. Cette installation très moderne a été créée en juillet 2015 dans le strict respect des normes environnementales et le lancement de ses activités est prévu avant la fin de cette année 2022. Nos principaux clients sont les pétroliers (Perenco, TotalEnergies), et les miniers, dont Comilog. Les produits que nous incinérerons sont des boues, des terres souillées par des carburants ou autres, des chiffons, tous imprégnés de matières toxiques qui ne peuvent qu'être incinérées afin d'en être complètement débarrassés. Nous travaillons également avec la DGCC et l'Agasa pour l'incinération des produits défectueux saisis par ces administrations. Le groupe Foberd est particulièrement attaché au respect des normes environnementales en vigueur.

C'est la raison pour laquelle nous suivons ces produits dangereux pour la planète du début jusqu'à la fin, en employant un processus complet. À cet effet, nous travaillons sur un investissement important dédié à une zone de stockage de produits

inertes. C'est la solution pour prétendre répondre à une traçabilité sans faille. Les déchets incinérés sont stockés et conservés selon la durée exigée par le Code de l'environnement. C'est la méthode que nous nous imposons pour rassurer les industriels qui nous témoignent leur confiance.

EE En termes de normalisation, vous vous êtes rapprochés de l'Aganor et préparez votre certification ISO. Où en êtes-vous de ces référentiels et de ces reconnaissances ?

L'ensemble de nos unités de production travaille en étroite collaboration avec l'Aganor. Non seulement nous avons acheté toutes les normes disponibles encadrant la fabrication

La qualité et les certifications des différents produits usinés et issus de nos industries sont des aspects primordiaux pour prétendre entrer dans ces marchés.

des différents produits, mais nous les respectons aussi scrupuleusement. Nous sommes référencés ISO pour les Acieries du Gabon, pour le complexe agro-industriel et Sofavin. Le renouvellement de ces certificats ISO pour l'ensemble de nos structures est en cours, ce qui est un long processus il faut le dire. La démarche de certification pour Gabon environnement service est à l'étude depuis 18 mois et nous pensons l'obtenir sous peu.

EE Pour l'ensemble de vos productions, vous appuyez-vous sur des distributeurs locaux ou votre production alimente-t-elle principalement les centres de distributions du Groupe de la sous-région de la Cemac et de la Cedeao ?

Pour l'ensemble de nos productions, nous nous appuyons sur les grands distributeurs locaux installés dans toutes les provinces du pays et à Libreville. Nous distribuons également dans nos agences Foberd. Aussi, grâce à un travail de fond réalisé avec le ministère du Commerce, 51 produits industriels du groupe Foberd ont été agréés par le CEAC (Cadre d'échanges et d'acquisition des compétences). Cette signature nous confère le droit, en toute quiétude, de distribuer ces produits dans la zone Cemac et CEEAC, parce que cet agrément correspond à une expertise de haut niveau qui prouve la valeur ajoutée nos produits.

EE Qu'attend de la Zlecaf un industriel de la taille du groupe Foberd ?

C'est très important pour nous, industriels, d'exporter sur l'ensemble du continent en conformité avec les lois et les accords enregistrés dans le cadre de la zone de libre-échange. Pour ce faire, c'est à nous de nous battre

D'importants projets sont déjà en cours de réalisation. Il s'agit, dans la zone de Nkok, de créer une ligne de production de carton d'emballage à usage industriel ou domestique.

pour optimiser le coût de production afin d'être compétitifs sur le plan international. Mais le coût n'est pas la seule exigence. La qualité et les certifications des différents produits usinés et issus de nos industries sont des aspects primordiaux pour prétendre entrer dans ces marchés. Nous remplissons toutes les cases et sommes opérationnels pour étendre notre surface de commercialisation.

EE Dans vos quatre activités principales dont nous venons de préciser les contours, quel est l'effectif global ? Quel est le pourcentage de Gabonais qui travaillent pour le groupe Foberd ?

Notre effectif est composé de 1 600 personnes dont 75 à 80 % sont des Gabonais. Concernant le recrutement, nous avons signé avec l'ONE qui nous propose des profils correspondant aux emplois à pourvoir. Toujours avec l'ONE, nous travaillons à l'élaboration d'un contrat de formation afin d'employer 90 jeunes, à travers différents mécanismes. Selon leurs profils, ils intégreront nos filières en stage ou en apprentissage. Ce programme sera financé par notre groupe Foberd.

Sur le plan des recrutements industriels, nous collaborons avec le centre de formation professionnelle de Nkok avec qui nous avons signé un accord de partenariat. Les apprenants sont en formation alternée et notre objectif, à terme, est de créer une émulation entre les collaborateurs certifiés et les jeunes intégrant nos unités. Avec l'Institut de technologies d'Owendo, nous envisageons également un accord qui consiste à prendre en stage, pendant leurs études, de jeunes étudiants pour qu'ils intègrent nos unités de production dans le but de faciliter leur insertion professionnelle dans le monde du travail. En parallèle et dans le même objectif d'insertion professionnelle, nous entendons également signer un partenariat avec l'université des sciences et techniques de Masuku (USTM) dans le Haut-Ogooué.

EE Quel est votre plan RSE ?

En tant qu'entreprise citoyenne, le groupe Foberd Gabon s'engage pour l'employabilité des jeunes par la formation et la promotion des compétences gabonaises. Dans le cadre de la responsabilité sociale de l'entreprise, et conformément à l'article 128 du Code du travail, le groupe Foberd Gabon s'engage à mettre à la disposition de l'ONE une enveloppe de plusieurs millions de nos francs pour financer la formation de 14 jeunes compatriotes à la station d'aquaculture de Lambarené sous la tutelle de la Direction générale des pêches et de l'aquaculture.

EE Enfin, Monsieur Mayombo, quel bilan dressez-vous aujourd'hui ? Quels sont vos projets, vos perspectives ?

Nous sortons d'une période très difficile et la pandémie de covid-19 a eu un impact considérable sur nos activités. Nous sommes passés par la cessation de certaines de nos activités qui a entraîné un chômage technique partiel tandis qu'une partie de notre personnel travaillait à distance. Cependant, et malgré nos difficultés, nous n'avons pas procédé à une vague de licenciement. Nous avons soutenu des collaborateurs qui ont subi ce fléau. Concernant nos perspectives, il s'agit pour nous de retrouver le niveau de rendement initial d'avant crise, donc de maintenir le niveau de nos activités et de les faire croître.

D'importants projets sont déjà en cours de réalisation. Il s'agit, dans la zone de Nkok, de créer une ligne de production de carton d'emballage à usage industriel ou domestique. Citons également la création d'une usine de fabrication d'appareils électroménagers : congélateurs, gazinières, machine à laver, etc. A priori, avant la fin de cette année, nous serons en mesure de répondre aux besoins du marché gabonais pour ces produits. Une grande partie d'entre eux sera destinée à l'export.

Pour conclure, permettez-moi d'exprimer notre fierté de contribuer à l'industrialisation et à la diversification économique du Gabon. Nous considérons que le groupe Foberd Gabon est un acteur du développement et de la promotion du savoir-faire industriel gabonais, le Made in Gabon ●

LES MÉCANICIENS EXPERTS DU MONDE ENTIER CHOISISSENT **SHELL HELIX**



**AUCUNE AUTRE HUILE NE NETTOIE
MIEUX VOTRE MOTEUR**



Shell
HELIX ULTRA
with **PUREPLUS** Technology

INTERVIEW DE MADAME SARAH DOUKOURÉ, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VIVO ENERGY GABON

VIVO ENERGY GABON, DISTRIBUTEUR DES MARQUES SHELL ET ENGEN AU GABON

Depuis décembre 2011, Vivo Energy distribue et commercialise les carburants et lubrifiants Shell et Engen auprès des particuliers et des professionnels. Présent dans 23 pays d'Afrique, le groupe Vivo Energy gère plus de 2 000 stations offrant des services de distribution de carburants, de lubrifiants, de gaz domestique, de vidange et de lavage de voitures, ainsi que des services de proximité grâce à ses boutiques et espaces de restauration. Il fournit également aux industriels et autres grands consommateurs des carburants et lubrifiants dans divers secteurs, la marine, les mines et le BTP.

Par Anne-Marie Jobin

HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ VIVO ENERGY.

Entre 2011 et 2014, dans sa phase d'implantation en Afrique, le groupe Vivo Energy s'établit au Cap-Vert, au Sénégal, à Madagascar, au Mali, à Île Maurice, au Maroc, en Tunisie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Botswana, en Namibie, au Kenya, en Ouganda et au Ghana, portant à 15 le nombre de marchés en Afrique. En 2014, dans le cadre de son programme d'expansion rapide de son réseau de stations-service, il ouvre plus de 100 stations et lance, la même année, son programme de remaniement, avec élargissement de l'offre alimentaire et ouverture de boutiques dans l'ensemble du réseau.

En 2015, le groupe continue à investir et signe des accords avec des partenaires internationaux, notamment Burger King et KFC. En 2016, un nouvel accord est signé avec Shell pour sécuriser la marque pour 15 années supplémentaires. En 2018, Vivo Energy entre à la Bourse de Londres, devenant ainsi l'introduction en bourse la plus importante d'une compagnie ciblant l'Afrique depuis plus de 10 ans à Londres.

En 2019, le groupe entre dans une transaction avec Engen Holdings ajoutant ainsi huit nouveaux marchés : le Gabon, La Réunion, le Malawi, le Zimbabwe, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie, et le Mozambique. En 2020, à l'aube de la pandémie de covid-19, le groupe Vivo Energy possède un réseau de plus de 2 400 stations-service dans 23 pays d'Afrique et exporte des lubrifiants vers plusieurs autres pays du continent. Grâce à son respect des règles en vigueur et à l'optimisation du potentiel de ses employés et de ses partenaires commerciaux, Vivo Energy ambitionne de devenir « la société d'énergie la plus respectée d'Afrique ».

Présente depuis mars 2019 au Gabon, Vivo Energy Gabon approvisionne tous les secteurs du marché, de l'aviation à la marine en passant par la construction, l'électricité et l'agriculture. Vivo Energy détient la licence Engen – disponible à travers un réseau de 24 stations-service – ainsi que la licence Shell dont le groupe commercialise les lubrifiants dans son réseau de points de vente Shell à Libreville, Moanda et Port-Gentil. Avec la réintroduction de la marque Shell au Gabon, Vivo Energy Gabon entame une dynamique d'expansion de ses activités sur un marché faisant l'objet de nombreuses convoitises.

EE Madame Sarah Doukouré, vous êtes la directrice générale de Vivo Energy au Gabon. À la lecture de cette présentation, le mot « Energy » semble gravé dans votre ADN. Comment se positionnent les marques Engen et Shell que vous distribuez sur le marché gabonais ?

Vivo Energy Gabon est effectivement titulaire des marques Engen et Shell au Gabon. À ce titre, nous distribuons sur l'ensemble du territoire gabonais, à travers notre réseau composé de 24 stations-service, des carburants, des lubrifiants et du gaz domestique sous la marque Engen. Forts de ce positionnement, nous avons

également lancé récemment la distribution des lubrifiants Shell à travers un réseau de distribution en extension. Dix points de vente sont actuellement opérationnels à Libreville, Port-Gentil et Moanda, et nous ambitionnons d'étendre ce réseau à une soixantaine de points de vente sur l'ensemble du réseau national d'ici la fin de l'année.

Ces produits s'adressent tant aux particuliers qu'aux entreprises. C'est un service qui s'inscrit dans le segment que l'on appelle « business to consumer » B to C.

Les deux lubrifiants dits double grades sont : Shell Helix qui s'adapte aux motorisations diesel et essence des véhicules particuliers et la Shell Rimula qui est une huile plutôt réservée aux poids lourds.

EE La marque Shell a cédé ses actifs pétroliers au Gabon il y a un peu plus de 14 ans. Qu'est-ce que les consommateurs sont en droit d'attendre de la commercialisation des lubrifiants Shell et quelle marge de progression visez-vous ?

Le marché du lubrifiant au Gabon est en plein essor, il est très concurrentiel donc très convoité. Shell est le leader mondial dans la formulation et la distribution de lubrifiants. C'est également une marque qui était bien connue sur le marché gabonais avec Pizo Shell qu'Engen a racheté en 2008. Vivo Energy, qui rachète Engen en 2019, amène cette expertise internationale et nous sommes convaincus que l'expertise et l'expérience à notre actif nous permettront de redevenir leaders de ce marché à très court terme.

EE Quel est le nombre de stations Engen en service sur le territoire et quelles sont vos perspectives, sachant que vos intentions de vous déployer sont affirmées ?

La société Vivo Energy opère aujourd'hui sur 24 stations en franchise.

Nous continuons effectivement à nous déployer malgré



PARCOURS DE MADAME SARAH DOUKOURE

Franco-ivoirienne, Sarah Doukouré est issue de l'Institut supérieur de commerce de Paris et diplômée des grandes écoles de commerce en comptabilité et finance. Ses études à l'University of Bath puis à ESOL-University of Cambridge lui permettent de se qualifier successivement dans divers domaines de compétences : « Management développement », « Being a director » et « Supply Chain Management ».

Elle commence sa carrière professionnelle en 2004, à l'âge de 22 ans, en qualité d'auditeur, à Abidjan chez Pricewaterhouse Coopers puis en 2006 pour le compte de la même société en Afrique du Sud. Entrée à la société Engen en tant qu'analyste financier puis directeur financier régional, elle siège à partir de 2011 au conseil d'administration des filiales de différents pays : Burundi, RDC, Gabon et Rwanda. À partir de 2014, elle occupe les fonctions de directeur général au Rwanda et depuis septembre 2021 au Gabon.

un contexte économique mondial en crise. En octobre 2019, avant la crise de covid-19, nous avons inauguré et ouvert la station de Makokou qui approvisionne toute la zone de l'Ogooué-Ivindo. Cette station est très stratégique pour nous. Elle désenclave une partie de cette région et répond à notre engagement citoyen auprès de notre ministère de tutelle.

Nous venons également d'inaugurer la station d'Awendjé, située à quelques mètres de l'échangeur sur la voie express. C'est notre douzième station à Libreville.

EE Votre chiffre d'affaires est partagé entre la vente de vos différents produits aux particuliers et aux industriels. Quelle en est la répartition ?

La répartition est quasiment égale, mais nous sommes une société cotée en Bourse et, à ce titre, la confidentialité est de mise.

EE Vous êtes réputés être de grands promoteurs de la réussite de vos collaborateurs en interne. Quel est votre engagement en termes de formation ?

Vivo Energy a toujours fait la promotion des jeunes talents issus de différentes écoles et/ou universités gabonaises. Depuis trois ans, le programme baptisé « Jeunes talents » rencontre un vif succès. Il s'adresse à des jeunes femmes et/ou hommes issus de diverses écoles et universités de la place où sont formés les cadres en devenir. Après leur inscription, les collaborateurs potentiels sont sélectionnés en fonction de nombreux critères et de compétences en lien avec les filières du métier. Nous avons volontairement externalisé cette sélection et confié cette tâche à un cabinet extérieur afin que les choix soient non discriminatoires.

Chaque année, une quinzaine de jeunes entrent en immersion chez Vivo Energy. Ils sont affectés dans différents domaines : opérationnel, finances, droit, ou tout autre département de la société. Ce processus est un système idéal pour leur permettre de s'imprégner d'une analyse à 360° des multiples fonctions de la filière, avec à la clé de ces douze mois d'immersion, la possibilité d'un CDI. Trois de ces contrats ont été signés lors de la première promotion et quatre lors de la seconde. Nous lançons la troisième vague ce mois-ci et sommes convaincus qu'elle sera aussi fructueuse que les précédentes.

EE **Quelle est votre contribution face aux enjeux de votre responsabilité sociale et sociétale ? La parité des genres est-elle une de vos priorités ?**

L'égalité de genre est inscrite à l'agenda de notre stratégie. À l'échelle panafricaine, chaque mois, nous réalisons une évaluation à travers notre réseau. Concernant l'égalité du genre, le Gabon se classe en troisième

position dernière le Rwanda et le Burkina Faso. En effet, nous comptons aujourd'hui 44 % de personnels féminins et sommes fiers de cet équilibre qui est difficile à obtenir dans notre secteur. Le fait que je sois une femme suscite peut-être la curiosité et l'intérêt de certaines jeunes filles qui hésitent jusqu'à lors à embrasser ce secteur d'activité à dominance masculine.

EE **Quel est le nombre de collaborateurs de Vivo Energy Gabon ?**

Aux bureaux de Libreville et Port-Gentil, 55 collaborateurs travaillent dans le secteur administratif et 250 dans l'opérationnel, c'est-à-dire la distribution et les stations-service. Ces chiffres ne tiennent pas compte des chauffeurs routiers qui transportent et avitaillent nos stations dans tout le pays. Nous avons externalisé cette fonction, mais elle reste sous notre contrôle grâce à un tracking de haut niveau.

EE **Quelle est votre politique RSE ?**

Pour répondre aux politiques

qui l'exigent, et sur l'ensemble de notre réseau international, nous sommes particulièrement actifs et impliqués, notamment dans le développement durable, comportement bien légitime en tant qu'acteur du secteur de l'industrie fossile.

Nos efforts portent sur l'alimentation solaire de certaines de nos stations et nous étendrons ce fonctionnement au plus grand nombre. Tout est mis en place pour la récupération des huiles usées et leur réhabilitation. Nous traitons les eaux

usées afin qu'elles ne souillent pas les canalisations publiques et la nappe phréatique. Aussi, dans la commune d'Omboué, aux fins de canaliser l'érosion des sols, nous avons planté dans la ville de nombreux palmiers ●

A L'OCCASION DE L'OPEN DE GOLF DE LIBREVILLE, VIVO ENERGY GABON ANNONCE LE RETOUR DES LUBRIFIANTS SHELL AU GABON



5 ans après le départ du groupe Shell du Gabon, les lubrifiants Shell font ainsi leur retour pour les particuliers et les entreprises gabonaises. Shell, est un leader mondial dans la formulation et la distribution des huiles moteurs depuis plus de cent ans. La réputation de la marque repose sur des atouts que Madame Sarah Doukouré a rappelés :

- Leader Mondial depuis 14 ans dans la formulation et la distribution des lubrifiants ;
- Partenaire historique et un des leaders incontestés sur la Formule 1 avec Ferrari ;

- Marque préférée des lubrifiants (N°1, Poids lourd, véhicule léger, moto et pour les équipements industriels) ;
- Une chaîne logistique de classe mondiale : 7 usines d'huile de base, 9 usines de graisse et 40 usines de formulation de lubrifiant ;
- Un réseau de distribution mondiale de 1200 distributeurs ;
- Constante innovation orientée faible empreinte carbone ;
- +200 scientifiques dédiés à la R&D ;
- Relations commerciales solides avec les plus grands fabricants d'automobile et d'équipement industriel (Daimler Chrysler, Ferrari, Bmw, Volkswagen, Ducati, Nissan, Hyundai, Komatsu, Caterpillar, Wartsila, General Electric).

Sur le marché gabonais, VIVO Energy Gabon commercialise une large gamme adaptée aux véhicules légers Shell Helix et aux véhicules lourds avec Shell Rimula ●

ENGEN OUVRE UNE NOUVELLE STATION À AWENDJÉ II !

Le directeur général des Hydrocarbures, M. Edgard Mbina Kombila, le vice-président exécutif du groupe Vivo Energy, M. Franck Konan-Yahaut, et Mme Sarah Doukouré, directrice générale de Vivo Energy Gabon ont inauguré début juin la nouvelle station-service construite par cette société sur le territoire gabonais.

Communiqué



La station Engen Awendjé II bénéficie d'équipements modernes et répond aux standards les plus exigeants pour servir au mieux les automobilistes.

le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) ». Bâtie sur une superficie de 3 000 m², la station Engen Awendjé II bénéficie d'équipements modernes et répond aux standards les plus exigeants pour servir au mieux les automobilistes, en particulier quatre volucompteurs de dernière technologie pour assurer le service de carburant le plus rapide, une boutique ainsi qu'un espace GAB (guichet automatique de billet). Est également prévu le développement d'un espace destiné au lavage, à la vidange, et un autre réservé à la restauration. Cette station dispose de deux cuves à double paroi d'une capacité de 46 m³ de carburant, équipées de détecteurs de fuites et d'un séparateur pour la gestion

Flambant neuve, cette nouvelle station propose aux automobilistes une offre multi-services sur l'un des axes les plus fréquentés de la capitale gabonaise. Comme l'a souligné M. Edgard Mbina Kombila, « la construction de cette nouvelle station s'inscrit parfaitement dans

des eaux et des huiles usées au niveau de la piste de la station.

La directrice générale de Vivo Energy Gabon a également marqué l'engagement du Groupe dans la promotion de l'égalité des genres avec une équipe de commerciaux-piste entièrement féminine. L'événement à caractère festif s'est poursuivi par la solennelle coupe du ruban suivie du premier plein de carburant en présence des invités de marque. Avant que le premier plein soit effectué par M. Franck Konan-Yahaut, celui-ci a rappelé l'ambition de la marque de devenir la société d'énergie la plus respectée en Afrique et l'engagement qualité « Triple Check » dont peuvent faire l'expérience l'ensemble des automobilistes qui bénéficient de la bonne qualité, de la bonne quantité et du bon service dans l'ensemble du réseau Engen. Les invités présents ont ensuite pu assister à un spectacle de danses à la fois modernes et traditionnelles, marquant ainsi l'ancrage de Vivo Energy au cœur de la culture gabonaise et la proximité du réseau Engen avec les communautés gabonaises ●

ARTF – AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

QUELS SONT SES ORIGINES, SES DROITS ET SES MISSIONS ?

L'Autorité de régulation des transports ferroviaires, ou ARTF, est une autorité administrative indépendante créée par l'ordonnance n°017/PR/2010 du 25 février 2010 portant création, organisation, attribution et fonctionnement de l'Autorité de régulation des transports ferroviaires, ratifiée par la loi n°027/PR/2010 du 27 juillet 2010.

Par la Rédaction

L'ARTF concourt au développement du secteur public ferroviaire. Elle a pour mission principale «la régulation du chemin de fer gabonais». On entend par régulation les missions de contrôle, de conseil et d'arbitrage. Le Transgabonais, chemin de fer du Gabon, dont le premier tronçon fut mis en service en 1978, est composé d'une unique ligne de 669 km reliant le port minéralier d'Owendo de Libreville à Franceville. Privatisé en 1999, il est laissé depuis 2003 en concession à la société Setrag, filiale de Comilog du groupe Eramet.

Depuis le 6 mai 2021, l'ARTF s'est dotée d'un nouveau mode de gouvernance qui, conformément aux instructions des plus hautes autorités et dans le respect du PAT pour le secteur ferroviaire, applique un plan de restructuration profond dans le domaine juridique et réglementaire. Le secteur ferroviaire porte un pourcentage assez élevé (près de 52 %) du PIB gabonais. En conséquence, le gouvernement gabonais, en collaboration avec Setrag et Comilog, a mis en place le projet PRN «Programme de remise à niveau» pour supporter cette croissance économique. Le Transgabonais revêt une importance capitale et hautement stratégique pour le développement socio-économique et industriel du Gabon. En effet, il véhicule principa-

lement les produits miniers qui représentent à eux seuls plus de 47 % du PIB auxquels s'ajoutent le fret marchandise, le transport forestier, celui des hydrocarbures, et enfin le transport des populations entre Libreville et l'intérieur du pays. L'essentiel de la politique de ces réformes vise des objectifs directs : réduire les coûts opérationnels d'exploitation de la Setrag, améliorer la fiabilité et la disponibilité du transport, permettre un accès équitable à tous les utilisateurs, restaurer la capacité de la voie afin d'augmenter la capacité des sillons, et ainsi la capacité de transport, afin de permettre aux populations un voyage plus sûr et confortable grâce au projet d'assistance aux voyageurs (PAV).

Le PRN a pour objet la réhabilitation en profondeur du Transgabonais. Cette dernière nécessite notamment le solutionnement de la problématique de 44 zones instables ; la construction et la réhabilitation des gares ; le remplacement des traverses en bois par des traverses bibloc ; le remplacement des rails 50 kg par des rails 60 kg ; la modernisation des outils de contrôle ; et enfin l'acquisition de nouveaux matériels roulants.

Le PRN est un exemple de coopération en matière de financement international entre l'État gabonais, la société Setrag, l'AFD et SFI Proparco dans l'accompagnement et le soutien des opérateurs privés pour les chantiers de modernisation et la dynamisation de l'économie gabonaise.

En décembre 2021, l'ARTF se dote de l'expertise de l'UIC (Union internationale des chemins de fer) et de l'UAC (Union africaine des chemins de fer). Cette nouvelle collaboration entend inscrire l'infrastructure du Transgabonais au cœur des ambitions économiques du pays, portées par l'intérêt stratégique et énergétique que constitue la voie ferrée. À l'issue de multiples

échanges, les observations portent sur la problématique d'augmentation des embranchements. Ces derniers constituent un défi majeur pour l'Institution et contribuent à la politique de la diversification de l'économie. Dans une autre perspective, il s'agit aussi de développer le choix offert aux voyageurs et de dynamiser ainsi la destination touristique Gabon. C'est la raison pour laquelle le développement du chemin de fer doit intégrer en premier lieu le principe de mobilité et de développement durable des régions par l'amélioration des services. Par cette union avec l'UIC et l'UAC, l'ARTF se donne les moyens d'augmenter l'impact du ferroviaire avec pour ambition de dynamiser et optimiser les capacités techniques des agents afin d'acquérir des connaissances fondamentales à l'exercice du contrôle de l'audit de la voie ferrée, des installations ferroviaires, de la modernisation du matériel roulant et de la sécurité du trafic.

L'ARTF salue également l'entrée de l'État, du fonds Meridiam, à hauteur de 40 % au capital de Setrag. Cet apport se traduit par un programme de modernisation, de rénovation et de mise à niveau de l'infrastructure. Il permet d'accélérer le rythme des développements du Transgabonais.

La volonté de favoriser le développement socioculturel des populations qui vivent le long du chemin de fer et doivent bénéficier de l'impact de ce programme.



●●● Patrice Aboubakar Nendjot, secrétaire exécutif de l'ARTF

À ce titre, les équipes de l'ARTF sont déterminées à mener à bien leur mission et à suivre les différents projets innovants inscrits au programme du PAT 2021-2023.

La pandémie de covid-19 a ralenti quelque peu le processus. Par le biais du dernier conseil de régulation, les administrateurs de l'ARTF ont donné mandat à la nouvelle équipe dirigeante de poursuivre et d'amplifier les réformes déjà engagées, tant au sein de l'ARTF que dans ses relations avec les opérateurs ferroviaires, et d'accélérer les travaux du PRN, les études relatives à la construction d'une seconde voie, les possibilités d'ouvrir des embranchements afin d'acheminer de nouveaux minerais, conformément à la vision des plus hautes

autorités dans ce secteur de forte croissance. Sans oublier la volonté de favoriser le développement socioculturel des populations qui vivent le long du chemin de fer et doivent bénéficier de l'impact de ce programme (PRN) par l'augmentation des emplois, l'amélioration des conditions de vie et une politique de développement durable liée à la RSE.

Au travers de ce panorama, vous devinez que les Échos de l'Éco souhaite développer plus en profondeur l'actualité de l'ARTF, mais aussi l'ambition de l'État gabonais de moderniser le secteur ferroviaire et de l'ouvrir aux partenariats public-privé. Ce sera chose faite dès la rentrée. Rendez-vous en septembre 2022. ●



Le PRN est un exemple de coopération en matière de financement international entre l'Etat gabonais, la société Setrag, l'AFD et SFI Proparco.

FMI : AGOU GOMEZ GBEDIA PRÉSENTE LE RAPPORT SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La guerre en Ukraine vient perturber la reprise économique prometteuse de la région. L'activité économique a connu un regain inattendu l'année dernière, ce qui a fait passer les prévisions de croissance de 3,7 % à 4,5 %. Cependant, la guerre change de façon tragique le cours des événements et va faire ralentir la croissance à 3,8 % en 2022.



Le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon a présenté mercredi, au cours d'une conférence organisée en collaboration avec le ministère du Budget et des Comptes publics, le rapport du FMI sur les Perspectives économiques régionales en Afrique subsaharienne.

De l'avis d'Agou Gomez Gbedia, « les pays d'Afrique subsaharienne subissent un nouveau choc » avec la guerre russo-

ukrainienne et n'ont que « peu de marge de manœuvre » pour faire face à cette nouvelle crise qui vient se superposer à une pandémie persistante, tandis que l'évolution des coûts d'emprunt et de la demande mondiale est soumise à une incertitude croissante. Cette situation complique considérablement la tâche des pouvoirs publics qui font face à une augmentation des besoins, une aggravation des risques et un rétrécissement de leur champ d'action.

« Avec la guerre en Ukraine, la sous-région, malheureusement, n'a pas été épargnée. Cela a créé trois principaux problèmes. Le premier est relatif à la hausse des prix du pétrole, le deuxième à la hausse des prix des denrées alimentaires, et en fin, le troisième tient à la complexification des conditions de financement de nos États », précise-t-il.

Qu'en est-il de la croissance et de l'inflation ?

Dans ce contexte, le représentant résident du FMI au Gabon propose deux axes d'action. Celui du court terme, « qui devra consister à trouver un équilibre entre la croissance économique et la maîtrise de l'inflation ». Le deuxième quant à lui, devra consister à « veiller à ne pas aggraver la situation d'endettement des États membres de notre région » et le troisième sera de « gérer les pressions sur les taux de change ». Pour le moyen terme, « nous encourageons nos États membres à faire la transition énergétique. Ensuite, nous les encourageons à diversifier leur économie pour renforcer leur résilience vis-à-vis des chocs. Et enfin, nous les encourageons à s'assurer que la croissance peut continuer à être maintenue dans la région en redynamisant le secteur privé qui est l'instrument censé prendre en charge la diversification de nos économies. »

La croissance devrait être plus faible que prévu et l'inflation plus élevée. La sous-région de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cemac) est également concernée, mais ne connaîtra pas forcément le pire.

Agou Gomez Gbedia évoque pour commencer une « baisse significative » de la croissance projetée en Afrique. En effet, cette dernière vient d'être réévaluée par le FMI et passe de 4,5 % à 3,8 %. De plus, « l'inflation dans la région devrait rester élevée en 2022, à 12,2 %, puis redescendre progressivement à 9,6 % en 2023 ». Le Gabon s'en sort « mieux » avec une projection de 2,7 % en 2022 et 3,4 % en 2023 contre 0,9 % en 2021.

« Pour la Cemac, nous nous attendons à ce que cette région ait un taux de croissance légèrement révisé à la baisse à cause de la situation que nous connaissons, mais en principe, comparativement aux deux dernières

années, la région devrait mieux se porter », rassure-t-il.

Le FMI redoute surtout les conséquences pour les groupes les plus vulnérables. Ce seront eux qui subiront le plus violemment les « tensions inflationnistes ». Par ailleurs, les inquiétudes se développent quant à l'insécurité alimentaire et la hausse du taux de pauvreté, après des périodes d'amélioration. Ces problématiques pourraient aussi conduire à une augmentation des tensions sociales, en creusant les inégalités.

Face à ces inquiétudes, que suggère l'institution ?

Selon elle, les marges de manœuvre sont très limitées à court terme. La priorité concerne l'aide à apporter aux groupes vulnérables face aux hausses de prix, et les équilibres à maintenir.

Il s'agit ainsi selon le FMI de « contenir l'inflation sans mettre en péril la reprise économique », d'aider les populations sans accentuer les dettes. Il évoque pour cela des outils financiers comme des subventions ciblées, le fait de relever les taux pour les banques centrales ou de gérer l'ajustement des taux de change.

À plus long terme, le FMI reconnaît que l'aide internationale reste indispensable. Par ailleurs, le rapport propose à l'avenir de se concentrer sur la diversification de l'économie, l'adaptation face au changement climatique, ou l'intégration régionale, notamment à travers les zones de libre-échange continentales. Il suggère aussi d'autres pistes de réformes à l'échelle nationale ou régionale, orientées vers le libéralisme : une plus grande « efficacité » des dépenses publiques, une promotion du secteur privé, l'accélération de la digitalisation, etc. ●

Source : Plusinfos

CHRISTINE LAGARDE ESTIME QUE LES CRYPTOMONNAIES « NE VALENT RIEN »

Au cours d'une interview pour l'émission néerlandaise *College Tour*, Christine Lagarde s'est exprimée sur sa vision des cryptomonnaies.



La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) a déclaré lors d'une interview le 22 mai que les cryptomonnaies ne « valent rien ». Cette déclaration s'inscrit dans un contexte d'incertitude pour le secteur du crypto. Le 12 mai dernier, le stablecoin TerraUSD et Luna, la cryptomonnaie à laquelle il était adossé, se sont écroulés. Ils ont entraîné avec eux la

baisse de près de 30 % du bitcoin et de l'ether. 32 % pour le Cardano, 35 % pour le Solana, 35 % pour le chien d'Elon Musk, Shiba Inu. Même les « stable coins », ces cryptoactifs dont la valeur était supposée être fixe par rapport au dollar, chutent brutalement. Avec des « stable coins » dont on s'aperçoit qu'ils ne sont en

rien corrélés au dollar, comme le TerraUSD qui a perdu 75 %.

C'est une déroute, un krach. Le cours des cryptoactifs s'effondre et la baisse s'accélère. C'était une bulle qui explose. La clé est de comprendre qu'il s'agit d'actifs spéculatifs et non de monnaies. Et, comme leur nom l'indique, les actifs spéculatifs sont soumis à la spéculation et donc à la volatilité.

Interrogée par la télévision néerlandaise, Christine Lagarde a tenu des propos tranchés vis-à-vis de ces monnaies numériques. Pour elle, il est important de sensibiliser les personnes qui souhaitent investir dans ce domaine sur les risques encourus. « Ce qui me préoccupe quand on parle de cryptomonnaies, c'est de s'assurer que ces investissements soient réalisés par des gens qui ont conscience qu'ils peuvent tout perdre. Je suis

inquiète pour ceux qui pensent qu'ils vont forcément y gagner sans comprendre les risques, qui vont tout perdre et qui seront extrêmement déçus. C'est pour ça que je pense qu'elles doivent être régulées », explique-t-elle.

Pour la présidente de la BCE, les cryptomonnaies ne reposent sur aucune base permettant d'assurer la sécurité financière des investisseurs. « Ce sont des actifs très risqués. Ma très humble évaluation est que cela ne vaut rien. Cela ne repose sur rien, il n'y a pas d'actifs sous-jacents pour servir d'ancrage de sécurité », a-t-elle déclaré.

Où en est l'euro numérique ?

Christine Lagarde a profité de l'entretien pour promouvoir le futur euro numérique. Le projet a fait l'objet d'un processus de réflexion de plusieurs années avant d'être officialisé

en juillet 2021. Elle précise que « le jour où nous aurons la monnaie numérique de la banque centrale, n'importe quel euro numérique, je le garantirai. Donc, la banque centrale sera derrière tout cela. Je pense que c'est très différent [des cryptomonnaies] ».

Lors d'un discours tenu le 20 mai, Fabio Panetta, membre du conseil exécutif de la BCE, a estimé que cet actif numérique n'arrivera pas avant 2026. Pour lui, le domaine de la cryptomonnaie est l'équivalent d'un Far West. Il avertit sur un possible effondrement similaire à celui de la crise des subprimes survenue en 2008. Si la sortie de cette monnaie numérique venait bouleverser le cadre législatif de l'Union européenne, celui-ci ne viendrait pas remplacer les espèces, mais servirait de complément ●

Source : BFM

LA SETRAG S'INVESTIT DANS LA DÉFENSE DES DROITS DE LA FEMME ET DE LA PARITÉ

En phase avec l'objectif de la feuille de route RSE 2018-2023 du groupe Eramet, la Setrag a décidé de s'assurer de sa conformité aux exigences du groupe en matière de droits de la personne, notamment en contribuant à la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre (VBG) et, particulièrement, le harcèlement en milieu professionnel ainsi qu'au niveau des communautés. C'est dans ce cadre qu'elle a sollicité l'accompagnement technique de l'Observatoire pour la défense des droits de la femme et de la parité (Odefpa), organe spécialisé dans les droits de la femme et les questions de genre.

Ce partenariat étend le déploiement des actions au sein de la Setrag et renforce les capacités et les connaissances des communautés riveraines du chemin de fer sur la question des VBG grâce à des actions de mobilisation communautaires axées sur la prévention, la sensibilisation, la transmission des informations relatives à la typologie, aux facteurs, ainsi que sur la communication des mécanismes de plainte pour les victimes.

Par ailleurs, avec l'appui du programme national de lutte contre les cécités et les surdités et le Lions Club Gabon, Setrag a organisé des consultations gratuites en ophtalmologie à Ntoum pour soutenir son engagement sociétal auprès des communautés riveraines.



Depuis 2020, dans le cadre de sa stratégie d'investissement communautaire, Setrag soutient l'action du Gouverne-

ment en matière de santé des populations. En tant qu'entreprise citoyenne, elle est allée plus loin dans son engage-

ment avec le Lions Club et le PNLCS (Programme national de lutte contre les cécités et les surdités) en distribuant gratuitement plus de 700 lunettes correctives aux populations à la fin des consultations. Très engagées dans la lutte contre la cécité visuelle et le diabète, ces consultations tombent à point nommé pour le Lions Club.

Le succès de cet événement ne serait pas au rendez-vous sans l'implication totale des autorités locales de la commune de Ntoum. Avec une affluence sans pareille et des files d'attente qui ne se sont pas désempées durant la campagne, les ophtalmologistes ont passé deux journées intenses de consultations.

Toujours dans le cadre du programme RSE de la Setrag, citons également la distribution de médicaments et de matériel médical dans le cadre de l'ouverture de la nouvelle infirmerie du lycée André Gustave Anguilé, le mercredi 20 avril dernier. Cette initiative s'inscrit elle aussi dans la droite ligne du déploiement de la stratégie d'investissement communautaire de l'entreprise.

Près de 100 produits pharmaceutiques ciblant des pathologies fréquentes et du matériel médical de première nécessité, notamment des

pèse-personnes, des potences ou encore des plateaux, ont pu être remis en main propre par le médecin-conseil de l'entreprise. Ce don profitera ainsi aux 2 588 apprenants que compte cet établissement secondaire.

Par cette action, la Setrag assume son rôle d'entreprise sociale ayant à cœur d'imprimer un impact positif sur son environnement en rendant service à la population. Renforcer la protection des plus jeunes et investir dans leur formation, c'est renforcer le Gabon d'aujourd'hui pour mieux préparer celui de demain.

Dans la gare de Virié, au titre des réalisations inscrites dans notre programme RSE, nous avons sensibilisé des riverains et des agents Setrag quant aux méfaits du tabagisme et aux maladies opportunistes. Cette action est l'un des résultats du partenariat avec le ministère de la Santé et l'Onu pour un impact citoyen. Durant toute une journée, plusieurs centaines de personnes ont bénéficié gratuitement de la prise de tension artérielle et du dépistage du diabète. La Setrag ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

LE TERMINAL À CONTENEURS D'OWENDO REÇOIT LE LABEL « GREEN TERMINAL »

Owendo Container Terminal (OCT), opérateur du terminal à conteneurs du port d'Owendo, a obtenu le label Green Terminal (terminal vert) le 4 mai 2022. L'attribution de ce label vient ainsi récompenser les efforts fournis par l'entreprise pour atténuer l'impact de ses activités sur l'environnement par la mise en place de mesures écoresponsables.

L'audit a été conduit par les experts de Bureau Veritas sur la base des huit piliers du processus de labellisation. Ce dernier inclut notamment les processus de travail, la construction d'infrastructures conformes aux standards internationaux, la gestion des déchets ainsi que la formation des collaborateurs aux bonnes pratiques liées aux enjeux environnementaux.

«Le label Green Terminal témoigne de notre capacité à mettre en œuvre un programme avec des objectifs clairs et des initiatives concrètes en matière de développement



durable. Cette distinction est une marque de reconnaissance, mais aussi un bon indicateur pour nous permettre de poursuivre nos actions afin de réduire davantage l'empreinte

environnementale de nos activités», a déclaré Laurent Goutard, directeur général d'Owendo Container Terminal. Owendo Container Terminal s'investit chaque année dans des

projets de modernisation de ses infrastructures conformément aux standards internationaux, tout en respectant les normes environnementales du pays. Grâce aux initiatives déployées sur son site et au passage progressif à des équipements 100 % électriques, l'entreprise a réduit de 9 % ses émissions de gaz à effets de serre globales entre 2018 et 2021. Malgré une activité en hausse et l'ajout de nouveaux équipements, l'intensité carbone émise par conteneur manutentionné a diminué de 33 %.

Marc Roussel, vice-président Afrique au sein de Bureau Veritas indique : «Owendo Container Terminal est un point névralgique pour toute l'économie gabonaise et plus largement en Afrique. Nous sommes ravis d'accompagner Bolloré Ports dans le déploiement du label Green Terminal sur place. Notre mission repose sur la réalisation d'audits pour évaluer si les engagements éco sociétaux pris sur place sont bien suivis d'effets.»

Bolloré Ports, opérateur de référence de terminaux portuaires en Afrique, en Asie et en Amérique, a lancé en juin 2021 le processus de labellisation « Green Terminal » dans l'objectif de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone de ses activités en s'appuyant sur une méthodologie précise couvrant l'ensemble des préoccupations environnementales.

Acteur majeur de la chaîne logistique du pays, l'entreprise emploie près de 300 Gabonais et développe une politique de sous-traitance qui génère près d'un millier d'emplois indirects. Chaque année, OCT mène également des actions pour soutenir les populations locales en partenariat avec des ONG dans de nombreux domaines liés en particulier à l'éducation et l'environnement.

Source : com OCT

COMMUNIQUÉ ECOBANK

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE D'ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du groupe Ecobank et première banque panafricaine présente dans 33 pays du continent, a tenu le 25 mai 2022 sa 34^e assemblée générale ordinaire à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les actionnaires ont approuvé les résolutions.

Acette occasion, Alain Nkontchou, président du conseil d'administration du groupe Ecobank, s'est exprimé en ces termes : « 2021 a été une année de transformation pour le Groupe et le conseil d'administration est heureux de verser aux actionnaires un dividende pour la première fois depuis 2016. Nos résultats montrent que nous optimisons notre efficacité opérationnelle et que nous transformons avec succès notre entreprise pour une croissance durable à long terme. Alors que nous poursuivons la réalisation de nos objectifs stratégiques, nous nous sommes fermement positionnés comme le partenaire idéal pour permettre aux ménages et aux entreprises de se développer et de réussir, et pour favoriser le développement économique de l'Afrique, tout en continuant à augmenter nos revenus et notre valeur ».

Ade Ayeyemi, directeur général du groupe Ecobank, a précisé : « Les années de gestion rigoureuse et cohérente du Groupe, les actions

décisives, les investissements dans le personnel et les technologies innovantes, ont produit des résultats tangibles, avec une augmentation record de nos bénéfices en 2021. Notre écosystème de paiement modulable nous assure un faible coût de service et nous permet d'être prêts à faire face à la très forte croissance attendue des paiements et des encaissements. Ceci, associé à notre ambition d'être la banque du commerce pour l'Afrique subsaharienne, fait de nous un acteur clé pour aider les entreprises et les économies africaines à tirer le meilleur parti des immenses opportunités qu'offre la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) ».

Ade Ayeyemi a également ajouté que les résultats du premier trimestre 2022 de la Banque ont confirmé la trajectoire de performance forte et soutenue du groupe Ecobank, renforçant ainsi sa capacité à remplir avec fiabilité et succès sa mission axée sur l'Afrique et à soutenir les économies du continent, quels que soient les défis actuels.

« Nous sommes déterminés à réussir pour toutes nos parties prenantes », a-t-il souligné. Les actionnaires ont salué les résultats remarquables du Groupe en 2021, obtenus en dépit d'un contexte difficile. Le résultat net du Groupe pour l'année s'est élevé à 357 millions d'USD, contre 88 millions d'USD en 2020, bien que ce dernier chiffre ait été affecté par une charge de goodwill de 164 millions d'USD. Le thème de l'AGO d'Ecobank « Un marché unique. Des pos-

sibilités infinies. » souligne les innombrables opportunités offertes par le marché africain, en particulier à l'ère de la Zlecaf.

La Public Bank est prête à tirer le meilleur parti de ce marché unique aux possibilités infinies en soutenant le commerce et en répondant aux besoins financiers des clients, grâce à ses solutions et services innovants. Avec une présence africaine inégalée, un bilan solide et la capacité de mobiliser les

marchés de capitaux si nécessaire, la croissance et l'impact efficaces et durables des pôles de la banque commerciale, de la banque des grandes entreprises et des investissements et de la banque des particuliers d'Ecobank sont assurés. Les actionnaires ont approuvé toutes les résolutions présentées à l'AGO, y compris l'affectation du résultat, le renouvellement des mandats des administrateurs et la nomination d'auditeurs suppléants •

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE D'ECOBANK GABON



●●● Nicholas Achiri, directeur général Ecobank Gabon

Le conseil d'administration d'Ecobank Gabon a réuni ses actionnaires en date du 08 avril 2022 pour son assemblée générale ordinaire annuelle, conformément aux dispositions de la loi et des statuts de la société, afin que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021 ainsi que le compte rendu de ses activités puissent être examinés.

Le rapport du conseil d'administration s'est articulé autour des axes principaux suivants : éléments marquants de l'environnement économique ; environnement bancaire national ; gouvernance d'entreprise ; synthèse des performances financières ; gestion du portefeuille ; ressources humaines ; système d'information ; perspectives.

L'exercice social 2021 s'inscrit dans une dynamique de relance de la Banque avec un résultat avant impôt de 6,228 milliards de F CFA.

Notons également qu'Ecobank Gabon, comme l'ensemble du groupe Ecobank présent dans 33 pays en Afrique, a inscrit sa stratégie sur la digitalisation. La filiale détient en effet plus de 90 000 clients sur ses plateformes digitales qui, malgré la pandémie de covid-19 et les restrictions sociales, ont pu maintenir leur niveau de transactions bancaires grâce à une disponibilité des plateformes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 •

Ecobank
MOBILE

Installez la dernière version ou téléchargez-la maintenant



Notre appli
est encore
meilleure !



BGFI HOLDING

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE S'EST TENUE LE 25 MAI À LIBREVILLE, SOUS LA PRÉSIDENTIE DE SON PDG HENRI-CLAUDE OYIMA

Les actionnaires de BGFI Holding Corporation se sont réunis sur convocation du conseil d'administration en vue de statuer sur la clôture des comptes au 31 décembre 2021. Au cours de cette session qui s'est tenue dans la salle conférence de l'immeuble Atlas, siège social du groupe BGFIBank, les actionnaires du Groupe ont pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration relatif aux activités du Groupe au cours de l'exercice 2021, de l'ensemble des rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice cité, ainsi que des textes de résolution.

Au 31 décembre 2021, les comptes du Groupe font ressortir :

- un total bilan de 3 906 mds de F CFA, en hausse de 11 % ;
- une augmentation des dépôts de la clientèle de 13 % ;
- une augmentation des crédits à la clientèle de 10 % ;
- un produit net bancaire de 207 mds de F CFA, en hausse de 5 % ;



●●● Siège BGFI Holding Libreville

- un résultat net consolidé de 46 mds de F CFA, en hausse de 4 % ;
- une solidité financière affirmée ;
- une situation nette de 501 mds de F CFA, en hausse de 12 % ;
- un ratio de solvabilité (CET1) de 18 % ;
- une solidité financière maintenue à 20 % .

Après approbation des comptes, l'assemblée générale ordinaire a décidé d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 au compte de réserves facultatives, conformément à la décision de la Cobac D-2020/104 portant gel de la distribution de dividendes. Ces résultats témoignent de la

résilience du groupe BGFIBank qui, en dépit de la crise sanitaire économique et sociale, affiche une solidité financière matérialisée par un renouvellement de sa notation financière par l'agence régionale Bloomfield Investment Corporation :

- note à long terme A+, avec perspective stable ;

- note à court terme : A1 -, avec perspective stable.

C'est dans cette optique que le président-directeur général du Groupe, M. Henri-Claude Oyima, a présenté les perspectives du Groupe au titre de l'année 2022. Ces dernières sont fortement inscrites dans la poursuite de la mise en œuvre du projet d'entreprise « Dynamique 2025 » via des mécanismes de renforcement s'appuyant sur le capital humain, une croissance durable, un système d'information plus performant et une meilleure gouvernance ●

Source : BGFI

DETTES GABONAISES : AU PREMIER SEMESTRE 2021, LE NIVEAU DE LA DETTE PUBLIQUE EN PASSE DE DÉCLINER PROGRESSIVEMENT

Le FMI note qu'après avoir atteint 77,4 % du PIB en 2020 compte tenu de la chute de l'activité, la dette publique gabonaise retrouverait son niveau pré-crise dès 2021, à 74,7 %, avant de décliner progressivement à 56,7 % d'ici 2026, grâce à l'assainissement budgétaire et à la reprise économique. Pour l'heure, les services du Fonds monétaire international (FMI) considèrent que la dette publique reste soutenable, mais à un niveau élevé de risque, notamment au regard de l'accumulation de nouveaux arriérés. En effet, l'inclusion de nouveaux stocks d'arriérés intérieurs (organismes sociaux, période 2018/2019) a renforcé la pression sur la capacité de remboursement du pays.

Début août 2021, le FMI a approuvé un accord pour trois ans (2021-2024) au titre du mécanisme élargi de crédit pour le Gabon (553,2 MUSD) qui repose sur plusieurs piliers essentiels : l'assainissement des finances publiques en vue d'améliorer la viabilité de la dette tout en protégeant la croissance, l'environnement et les personnes les plus vulnérables, l'amélioration du cadrage et de la gestion du budget ; le renforcement de la gestion de la dette publique ; la stabilisation du secteur financier et l'inclusion financière ; l'amélioration de la gouvernance et la poursuite de la lutte contre la corruption, afin de favoriser et d'améliorer l'environnement des affaires, et rendre le climat plus propice à l'investissement.

Au-delà de ces intitulés classiques, le programme entend mettre l'accent sur une meilleure mobilisation des ressources, notamment hors pétrole. La principale piste consiste en une remise à plat des exonérations qui ont longtemps été le seul élément d'attractivité du Gabon. Le FMI évalue à 7 % du PIB non pétrolier le montant cumulé de ces exemptions, l'objectif



du programme étant de ramener ce niveau à 1,8 % du PIB non pétrolier.

L'amélioration de la collecte des recettes sera fondée tant sur une modernisa-

tion des administrations fiscales (déjà à l'œuvre avec e-tax et Sydonia) que sur la valorisation fiscale du foncier (les autorités gabonaises travaillent depuis plusieurs mois sur un plan de cadastre

devant permettre une meilleure gestion des projets d'infrastructures publiques ainsi que l'instauration de taxes foncières.

En matière de gouvernance, le programme devrait tendre vers plus de transparence dans le domaine pétrolier, avec un suivi accru des entreprises publiques (GOC, Sogara). L'adhésion à l'ITIE, obtenue en octobre dernier, devrait renforcer cette transparence.

Côté dépenses, les réformes principales concernent la gestion des entreprises publiques tandis qu'une amélioration de la gestion et la valorisation des actifs publics seront également recherchées (FGIS, CDC).

Ce nouveau programme viendra soutenir la mise en œuvre de la politique volontariste de relance économique 2021-2023 (PAT) décidée par les autorités gabonaises.

En s'appuyant sur cet accord avec le FMI et sur l'amélioration de la notation de Fitch en septembre 2021 de CCC à B-, le Gabon a procédé le 17 novembre 2021 à une émission obligataire de 800 M\$ d'une maturité de 10 ans avec un taux de 7 % ●



**UN PARTENAIRE FIABLE
POUR LE DÉSENCLAVEMENT
DES POPULATIONS
ET LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU GABON**

BRASSEUR ET PIONNIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU GABON



DÉVELOPPER ET VALORISER LES
COMPÉTENCES DE NOS EMPLOYÉS



RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE
ENVIRONNEMENTALE



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT
SOLIDAIRE DES COMMUNAUTÉS
LOCALES



ASSURER LA QUALITÉ DES PRODUITS
ET PROMOUVOIR UNE CONSOMMATION
RESPONSABLE